

## Comment expliquer le revirement de la politique russe de l'administration Biden ?

mercredi 31 août 2022, par [Laurence SAINT-GILLES](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Laurence SAINT-GILLES](#), **Comment expliquer le revirement de la politique russe de l'administration Biden ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 31 août 2022.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Comment expliquer le revirement de ce président modéré, qui ne craint pas de défier le Kremlin en dépit du chantage nucléaire de Vladimir Poutine ? Cet article documenté propose de retracer le cheminement qui a conduit au sursaut du Président Biden.**

**Mise en ligne initiale le 24 juillet 2022**

« SOUS une présidence Biden, l'Amérique ne fermera pas les yeux si la Russie propose des primes sur la tête des soldats américains. Et ne tolérera pas une ingérence étrangère » [1]. En accédant à la présidence à 78 ans, le démocrate Joe Biden était bien décidé à faire oublier les compromissions et les humiliations de l'ère du républicain Trump (janvier 2017-janvier 2021), proclamant haut et fort que l'Amérique était de retour pour prendre la tête du monde libre et que ses alliés pourraient compter sur son soutien indéfectible. Cet ancien « cold warrior », qui avait commencé sa carrière au Sénat au début des années 1970, apparaissait comme le Président le plus chevronné sur le dossier russe depuis la fin de la guerre froide (1991). Il était aussi le premier à ne pas inaugurer son mandat par une tentative de redémarrage des relations américano-russes. Au contraire, pour effacer le traumatisme des [années Trump](#), il adopta dès les premiers jours un ton résolument offensif vis-à-vis du Kremlin et s'entoura d'une équipe de conseillers aguerris, réputés pour leur position plutôt « faucons ».

Malgré sa détermination à « parquer la Russie dans un coin », Joe Biden, n'a pu enrayer l'engrenage d'une guerre par procuration en Ukraine susceptible d'éloigner les Etats-Unis de leurs « intérêts vitaux » du Pacifique.

Cependant, bien que beaucoup plus méfiant à l'égard de [la Russie](#) que son prédécesseur démocrate, Joe Biden afficha sa volonté d'inscrire sa politique russe dans la continuité de la seconde présidence Obama (janvier 2013-janvier 2017). Cela ne semble guère étonnant puisque c'est dans le domaine de la politique étrangère que l'influence du vice-président Biden fut la plus importante [2]. Il fut considéré comme un acteur décisif des relations avec la Russie : inspirateur du « reset » sous le premier mandat d'Obama (janvier 2009-janvier 2013), il se rallia progressivement, après l'annexion russe de la Crimée, en mars 2014, à l'idée d'imposer à la Russie un « *containement* sélectif » visant à la contraindre à amender sa politique internationale tout en coopérant ponctuellement, au nom du pragmatisme, sur des sujets d'intérêts vitaux conciliables [3]. Devenu président des Etats-Unis le 20 janvier 2021, Joe Biden entendait poursuivre sur cette lancée, conciliant une attitude de fermeté avec une grande prudence afin d'éviter une escalade dangereuse entre deux superpuissances nucléaires. Ainsi, au début de son mandat les tensions avec [Vladimir Poutine](#) avaient atteint un tel point de non-retour que Joe Biden s'efforça de rétablir l'amorce d'un dialogue. Adepte du réalisme, il souhaitait stabiliser la relation bilatérale et la rendre plus « prévisible » afin de ne pas détourner les Etats-Unis d'un plus grand défi : celui de la montée en puissance de la Chine dans [la zone indopacifique](#) [4].

**Malgré sa détermination à « parquer la Russie dans un coin », Joe Biden, n'a pu enrayer l'engrenage d'une guerre par procuration en Ukraine susceptible d'éloigner**

**les Etats-Unis de leurs « intérêts vitaux » du Pacifique [5].** Aussi, [depuis le début de l'agression de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022](#), les Etats-Unis se sont fixés pour conduite de fournir à l'Ukraine une assistance humanitaire et militaire massives sans toutefois lui livrer les armes offensives susceptibles de donner à la Russie prétexte à la surenchère nucléaire. Mais, depuis la fin du mois d'avril 2022, l'aide matérielle américaine en fourniture d'armement est montée en puissance, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Elle comporte désormais non seulement de l'artillerie lourde mais des armes de plus en plus sophistiquées. Et, pour stopper [la progression des forces russes](#) dans le Donbass, Joe Biden a annoncé, le 30 mai 2022, son intention de doter l'Ukraine de systèmes de lance-roquettes multiples faisant franchir une nouvelle étape à l'engagement américain dans le conflit [6]. Face aux inquiétudes des experts qui se demandent jusqu'où le Président Biden est prêt à aller pour aider l'Ukraine, Joe Biden a dû préciser ses buts de guerre et a réaffirmé dans sa tribune du *New York Times*, les limites de l'implication des Etats-Unis. Toutefois en acceptant de livrer à l'Ukraine des armes létales, Joe Biden prend le risque d'un accident qui ferait des Etats-Unis des cobelligérants, un scénario qu'il avait pourtant toujours rejeté. **Comment expliquer le revirement de ce président modéré, qui ne craint pas de défier le Kremlin en dépit du chantage nucléaire de Vladimir Poutine ?** Sans prétendre à l'exhaustivité, cet article propose de **retracer le cheminement qui a conduit au sursaut du Président Biden.**



**Joe Biden lors de sa prestation de serment, janvier 2021**

*wikipedia*

Nous reviendrons d'abord sur le parcours de ce politicien expérimenté qui fut le premier président à ne pas se faire d'illusions sur Vladimir Poutine [7]. Nous verrons ensuite qu'en dépit d'un bon diagnostic porté sur le régime russe, l'administration démocrate, tiraillée entre des impératifs contradictoires, n'a pas réussi à mettre en œuvre une politique vraiment cohérente. Enfin, nous essaierons de comprendre pourquoi Joe Biden considère désormais que l'engagement des Etats-Unis en Ukraine relève de la défense de leurs « intérêts nationaux vitaux » [8].

\*

Lors de sa prise de fonctions le 20 janvier 2021, Joe Biden présente des atouts incontestables sur ses prédécesseurs dans ses relations avec la Russie de Vladimir Poutine : une solide expérience des relations internationales et des questions stratégiques acquise au cours de la

guerre froide (1947-1991), « une vision claire et réaliste » de son adversaire et l'héritage de la présidence Obama qui lui permet d'éviter une énième et inutile tentative de « *reset* » [9].

Joe Biden est en effet reconnu par [Vladimir Poutine lui-même](#) comme « un politicien très expérimenté ». Il a consacré une grande partie de sa carrière, comme sénateur puis comme vice-président, à gérer « la question russe » laquelle est devenue pour le président « un dossier familial » [10]. La Russie a toujours été un sujet de préoccupation pour cet ancien sénateur démocrate, élu dans le Delaware, en 1972, en plein dégel. Le dialogue stratégique entamé par l'équipe Nixon-Kissinger avec le Kremlin commence alors à porter ses fruits et débouche sur la signature, à Moscou, des accords SALT I (portant sur la limitation des armements stratégiques) qui marquent l'apogée de la Détente. C'est dans ce contexte que Joe Biden effectue son premier voyage à Moscou, en 1973, et qu'il y revient, en août 1979, au sein d'une délégation américaine chargée de discuter de l'accord SALT II. En 1988, alors que la guerre froide touche à sa fin, c'est encore lui qui négocie, avec Andreï Gromyko, le président du Soviet suprême, le traité sur les forces nucléaires signé en décembre 1987, à Washington, par Ronald Reagan (janvier 1981-janvier 1989) et Mikhaïl Gorbatchev (mars 1985 - décembre 1991). Au cours de ces négociations, Biden se familiarise avec les méthodes et les façons de penser des maîtres du Kremlin.

Après [l'implosion de l'URSS, en 1991](#), d'autres dossiers le ramènent cependant toujours vers la Russie : celui des Balkans d'abord. Il se fait le défenseur d'une action militaire américaine en Bosnie puis au Kosovo, contre les Serbes, soutenus par la Russie. Celui de [l'élargissement de l'Otan](#), ensuite, dont il fut l'un des principaux acteurs. Sous la présidence de George W Bush (janvier 2001-janvier 2009), en pleine lune de miel russo-américaine dans le cadre de la lutte mondiale contre le terrorisme, Joe Biden devenu président de la commission des affaires étrangères du Sénat, assure « ne pas faire confiance à Poutine ». Sur la Russie, ses positions sont assez proches de celles du républicain John Mac Cain, sénateur de l'Arizona, qui déclare plus tard lire dans le regard de Vladimir Poutine « trois lettres : un K, un G et un B » [11]. Contrairement à George W. Bush - qui lors de sa première rencontre, en Slovénie, en juin 2001, avait plongé son regard dans celui de Vladimir Poutine, croyant pouvoir sonder « son âme » - ou à Barack Obama, le décrivant un partenaire « poli » et « franc », voire à Donald Trump qui le considérait comme son ami, **Joe Biden échappe à la fascination que le maître du Kremlin semble exercer sur tous les présidents américains** [12]. Dès 2004, il met en garde contre ses dérives autoritaires et préconise de faire sortir la Russie du G8. Les derniers mois de la présidence de George W. Bush confirment les craintes de Joe Biden et se terminent par l'intervention russe en Géorgie (2008) qui ne l'empêche pas de se rendre en plein conflit à Tbilissi pour soutenir le Président Mikheil Sakashvili. Devenu vice-président de Barack Obama, il est missionné par le nouveau président américain auprès des gouvernements de la Géorgie et de l'Ukraine. Devant le Parlement géorgien, il réaffirme l'attachement des Etats-Unis à l'intégrité territoriale de la Géorgie et leur refus de reconnaître les provinces sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud comme des États indépendants. Il défend l'aspiration de l'Ukraine et de la Géorgie à rejoindre l'Otan et condamne toute « notion de sphères d'influence qui datent du XIXème siècle et n'ont rien à faire au XXIème siècle » [13].

Malgré sa défiance à l'égard de la Russie, Joe Biden est cependant marqué par l'héritage de la Détente. Il retient de son expérience qu'il est vain d'attendre un changement d'attitude de Moscou pour entamer un dialogue stratégique et que les questions de désarmement doivent être au cœur des discussions avec le Kremlin car c'est le seul dossier où les Etats-Unis peuvent

obtenir des résultats tangibles. Il contribue ainsi au seul réel succès du « *reset* » des relations russo-américaines engagé par Barack Obama : le traité New Start, limitant les arsenaux nucléaires signé avec le Président russe, Dimitri Medvedev, en 2010, dont il défend la ratification par le Congrès. Toutefois, Joe Biden ne se fait guère d'illusion sur les chances de prolonger le dialogue avec la Russie, une fois Vladimir Poutine revenu à la tête de l'État russe. En effet, les deux hommes se sont heurtés dès leur première rencontre, lors du voyage que Biden effectua en Russie en 2011 où il reçut à l'ambassade américaine des membres de la société civile et de l'opposition russe, un geste que Vladimir Poutine, alors premier ministre, ne lui a pas pardonné. Lors de leur tête-tête, le courant ne passe pas. Dans l'interview qu'il accorde Evan Osnos, journaliste au *New Yorker*, Joe Biden évoque sa première passe d'armes avec Vladimir Poutine : « Je vous regarde au fond des yeux et je ne pense pas que vous avez une âme », dit-il à son interlocuteur. Ce dernier sourit et lui rétorque : « Nous nous comprenons l'un l'autre » [14]. Comme l'a pressenti Joe Biden, le « redémarrage » qu'il a contribué à mettre en œuvre est enterré après la réélection, contestée par la rue, de Vladimir Poutine. Ce dernier accuse immédiatement les Etats-Unis, leur vice-président et la secrétaire d'État Hillary Clinton d'avoir orchestré les manifestations de la place Bolotnaya. Après le vote de la loi Magnitski par le Congrès, en novembre 2012, l'annexion de la Crimée, en mars 2014, le crash du vol MH17 de *Malaysian Airlines* et la guerre dans le Donbass, les relations russo-américaines connaissent une phase de turbulences sévères. C'est alors que l'administration Obama adopte les thèses de l'ancien ambassadeur en Russie, Michael McFaul, met en place les premières mesures de « *containment* » tandis que le Pentagone érige la Russie en menace numéro 1. Pourtant, à l'instar de Barack Obama, Joe Biden se refuse encore à entrer dans le jeu d'une nouvelle guerre froide avec Vladimir Poutine : « Nous ne pensons plus en termes de guerre froide, pour plusieurs raisons : d'abord, personne n'est notre égal. Personne n'en est proche. A part être assez fou pour appuyer sur le [bouton] nucléaire. Il n'y a rien que Poutine puisse faire militairement pour modifier fondamentalement les intérêts américains » [15].

**L'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016 marque un premier tournant.** Joe Biden reconnaît qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité de nuisance de la Russie et que si, militairement parlant, elle ne peut représenter un danger pour la sécurité territoriale des Etats-Unis en raison de leur supériorité stratégique, elle n'en constitue pas moins un défi global pour la démocratie comme il l'explique dans un article de la revue « *Foreign Affairs* », en 2018, au titre prémonitoire, « How to stand up to the Kremlin » [16]. Cet article rédigé à la fin de mandat de Donald Trump et dans la perspective de la campagne présidentielle de 2020 expose « la doctrine Biden » pour la Russie. Le titre est éloquent : il ne s'agit plus seulement de « contenir » la Russie mais de « l'affronter ». Mais, s'il adopte des positions plus « faucons » que son prédécesseur démocrate et écarte d'emblée toute nouvelle tentative de « *reset* », Joe Biden rejette vigoureusement la tentation d'un « *regime change* » qu'il qualifie de « phantasme » de Poutine. Enfin, il insiste sur la nécessité de poursuivre le dialogue avec la Russie pour éviter tout dérapage. Car **si Obama considérait avant tout la Russie comme « une puissance régionale », Joe Biden continue de voir la Russie comme une « superpuissance nucléaire ».**

\*

Les premiers mois de la présidence Biden sont marqués par des signaux contradictoires au point qu'il est parfois difficile de décrypter la ligne directrice de sa politique russe. Celle-ci

semble tiraillée entre des exigences difficiles à concilier : l'intransigeance sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine ou sur la question des droits de l'homme, symbolisée par l'affaire de l'opposant russe Alexeï Navalny, et la nécessité de relancer le dialogue stratégique avec Moscou.

Mais ces signes encourageants sont vite brouillés par des faux pas diplomatiques qui confèrent à la politique américaine un caractère ambivalent.

Ainsi, **dès sa prise de fonction Joe Biden adopte vis-à-vis de la Russie et de son président V. Poutine une attitude beaucoup plus offensive et décomplexée.** Il annonce des sanctions immédiates en réaction contre la nouvelle ingérence russe dans l'élection présidentielle aux Etats-Unis révélée par la Direction du renseignement américain. Il avertit qu'il ne laissera pas impuni le piratage de la firme informatique américaine SolarWinds et expulse dix nouveaux diplomates russes. On note également un changement de ton. Interrogé sur l'affaire Navalny par un journaliste de la chaîne ABC qui lui demande si Poutine est un tueur, il acquiesce et ajoute « vous verrez bientôt le prix qu'il va payer » - une déclaration qui provoque le renvoi de l'ambassadeur des Etats-Unis, John Sullivan, vers Washington [17]. Joe Biden n'oublie pas qu'il a été la cible de [la propagande russe](#) pendant la campagne présidentielle de 2020 et veut montrer qu'il ne se laissera pas intimider par Vladimir Poutine. En outre, **la nouvelle administration démocrate compte en son sein de nombreux vétérans.** Déjà aux manettes de la diplomatie américaine sous les mandats d'Obama, ils ont acquis une solide réputation de « faucons » à l'instar du secrétaire d'Etat Anthony Blinken et de son adjointe Wendy Sherman. Enfin, Joe Biden prend à cœur de ressouder les liens transatlantiques mis à mal par la présidence Trump : lors de sa première visite officielle en Europe, les 15 et 16 juin 2021, il réaffirme la validité de l'engagement américain en Europe sur le plan sécuritaire.

Mais ces signes encourageants sont vite brouillés par **des faux pas diplomatiques qui confèrent à la politique américaine un caractère ambivalent.** Ainsi, le sommet bilatéral russo-américain de Genève de 16 juin 2021, à l'issue de la tournée européenne, est un chef d'œuvre d'ambiguïtés. L'ambassadeur John Sullivan, a pourtant mis en garde le gouvernement contre l'illusion d'un dialogue avec Poutine dont on ne pouvait attendre aucune avancée concrète. Rappelons que Joe Biden a proposé cette rencontre à son homologue russe, en avril 2021, dans le but de faire retomber les tensions qui ont atteint leur paroxysme après de nouvelles ingérences russes dans les élections occidentales, le soutien de Vladimir Poutine au [dictateur biélorusse](#) dans un acte de piraterie aérienne et l'instabilité accrue à la frontière orientale de l'Ukraine. Pour l'entourage présidentiel, il ne s'agit nullement de tenter une nouvelle relance mais plutôt de **tenter de sonder les intentions du Kremlin, de fixer des garde-fous pour se prémunir contre de nouvelles provocations et de rétablir, en cas de crise, des canaux de communication** [18].

Outre l'absence de résultats tangibles, **nombre d'observateurs voient dans ce sommet bilatéral un « cadeau » offert à Poutine,** l'exercice n'ayant pour lui autre intérêt que de conforter la Russie dans son statut de grande puissance [19]. D'autres, soulignent l'inutilité d'un exercice inapproprié : le format de la rencontre bilatérale, relève de pratiques

diplomatiques héritées de la guerre froide, et plus précisément de la Détente époque à laquelle les deux grands recherchaient un terrain d'entente et où les dirigeants soviétiques voulaient maintenir l'équilibre stratégique avec les Etats-Unis face à la menace chinoise [20]. **A Genève, en juin 2021, c'est Joe Biden qui apparaît en position de demandeur** en vue d'établir avec la Russie une relation plus prévisible afin de se concentrer sur la Chine. Les dirigeants russes en concluent qu'il leur suffit de masser leurs troupes à la frontière ukrainienne pour que les Américains prennent peur et cherchent à calmer le jeu. En outre, à Genève, Joe Biden peine à s'imposer en leader du monde libre : ses alliés européens - qui n'ont d'ailleurs pas été associés à la cette rencontre - regrettent que le Président américain n'ait pas imposé à Poutine de conditions à la tenue de ce sommet, notamment la libération des opposants politiques Alexeï Navalny ou Roman Protassevitch [21]. Ainsi, le sommet de Genève de juin 2021 creuse encore le fossé entre Américains et Européens sur la stratégie à adopter vis-à-vis de la Russie alors que les tensions autour du gazoduc Nord Stream II sont encore vives.

[Les rebondissements de l'affaire du Nord Stream II](#) sont liés aux débats que la question russe suscite au sein de la nouvelle administration démocrate. Les interventionnistes libéraux, connus pour leur position faucon vis-à-vis de la Russie, croisent le fer avec les réalistes, adeptes d'une position plus flexible et opportuniste. Les premiers semblent d'abord l'emporter en faisant obstacle à la nomination de Matthew Rojanski, directeur du *Kennan Institute*, à la direction Russie du NSC [22]. Le secrétaire d'État, Anthony Blinken, son adjointe, Wendy Scherman et la sous-secrétaire d'État, Victoria Nuland, véritable bête noire des hommes du Kremlin, incarnent une ligne dure [23]. Ils militent pour un nouveau train de sanctions contre les entreprises et leurs dirigeants impliqués dans la construction du gazoduc North Stream II afin d'empêcher sa mise en service. Mais les « réalistes » considèrent que dans la mesure où le gazoduc est quasiment achevé, ces mesures de blocage risquent surtout d'envenimer les relations avec l'Allemagne, un partenaire clef dans la coalition démocratique que la présidence Biden met en place pour endiguer la Chine. C'est la position que soutiennent, à la tête du NSC, le duo incontournable formé par le directeur, Jake Sullivan, son adjoint Jon Finer et sa directrice Europe Amanda Sloat. Pris entre le marteau de la pression russe sur l'Ukraine et l'enclume de la menace chinoise sur Taïwan **Joe Biden choisit finalement de reculer sur les sanctions**. Cette décision est vivement critiquée au Congrès où une dynamique « post-Trump » permet enfin de dégager un consensus bipartisan sur la nécessité de durcir la politique américaine face au Kremlin. Ainsi, en avril 2021, le Congrès a autorisé le président à octroyer à l'Ukraine plusieurs dizaines de milliers de dollars en fourniture d'armes létales et non létales. Mais l'administration Biden s'est finalement rétractée après le début du retrait des troupes russes massées à la frontière ukrainienne. Après la volte-face sur l'aide à l'Ukraine, le cadeau fait à Poutine sur le Nord Stream II, le « blanc-seing » donné à la Russie à Genève, **les Européens de l'Est constatent avec amertume que la fermeté affichée aux premiers jours de la présidence Biden n'est pas toujours suivie d'effets**.

« Entre confrontation et coopération », la voie moyenne choisie par Joe Biden traduit aussi de sa difficulté à se délester de l'héritage de ses prédécesseurs et des tendances longues de la politique étrangère américaine depuis une vingtaine d'années : celle du « pivot » des priorités vers [l'Asie](#) et celle du repli des théâtres d'opérations jugés secondaires. Ainsi les décisions controversées d'ajourner les sanctions ou le paquet d'aide à l'Ukraine s'inscrivent-elle dans la continuité de la politique réaliste d'Obama. Rappelons qu'après l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass, si Obama a accepté des mesures d'aides économiques, financières et même militaires à l'Ukraine, il s'est toujours refusé à lui livrer des armes létales lui donnant les

moyens de se défendre, malgré les demandes insistantes de diplomates et hommes politiques démocrates et républicains [24]. Il justifie alors son refus, érigeant sa prudence en véritable dogme de l'engagement international des Etats-Unis. Sa doctrine postule qu'avant toute intervention extérieure, les Etats-Unis doivent se poser la question : « *Why should we care ?* ». Est-ce que la sécurité des Etats-Unis, celle de leurs alliés ou les intérêts nationaux américains sont engagés ? Pour Obama, la réponse à cette question conditionne toute intervention extérieure des Etats-Unis [25]. Dans le cas de la Crimée ou du Donbass, il estime que la réponse est négative. **Il ajoute que l'Ukraine est bien plus importante pour la sécurité de la Russie que pour celle des Etats-Unis. Une précision dont Vladimir Poutine a certainement pris bonne note.**

Les incertitudes de la politique étrangère de Joe Biden confinant à une forme d'improvisation ont certainement conforté la partie russe dans sa perception d'un « ordre américain » moribond.

En outre, un événement dramatique, l'évacuation précipitée et chaotique d'Afghanistan, à la mi-août 2021 illustre la poursuite de la *realpolitik* d'Obama et du désengagement de l'ère Trump. Après le départ d'Irak sous Barack Obama et de Syrie sous Donald Trump, le départ des derniers soldats américains d'Afghanistan met un terme à deux décennies de guerre sans fin au Moyen-Orient. Pour justifier sa décision, prise contre l'avis de ses généraux et de ses alliés afghans et européens, Joe Biden invoque l'intérêt des Etats-Unis [26]. La lutte contre le terrorisme relève toujours des priorités américaines mais l'Afghanistan n'est plus la principale menace au regard de la compétition économique, technologique et militaire avec la Chine et des cyberattaques attribuées à la Russie. Si les images de panique à Kaboul transmises à la télévision provoquent un sentiment d'humiliation comparable à celui qui suivit la chute de Saïgon (1975), l'opinion américaine ne remet pas en cause la nécessité du retrait. Toutefois, comme le souligne le *New York Times*, cet échec met en lumière les contradictions de la doctrine Biden [27]. Ce dernier a constamment répété que le combat du siècle à venir opposerait les forces démocratiques aux forces autocratiques [28]. Or la Chine et la Russie ne peuvent que se réjouir de la débâcle américaine qui symbolise la faillite de l'ordre démocratique, source d'instabilité et de chaos. Elle est aussi l'occasion de diviser le camp occidental car les Européens, dépendants des Etats-Unis pour l'évacuation de leurs civils, n'ont pas été consultés sur le déroulement de l'opération. Un mois plus tard, lorsqu'éclate la crise transatlantique provoquée par l'annulation du contrat de vente des sous-marins nucléaires français [par l'Australie dans le cadre de l'Aukus](#), négocié dans leur dos, **les membres de l'Union Européenne se sentent relégués au rang de partenaires de seconde classe au nom du basculement des priorités américaines vers l'Asie** [29].

\*

**Les incertitudes de la politique étrangère de Joe Biden confinant à une forme d'improvisation ont certainement conforté la partie russe dans sa perception d'un « ordre américain » moribond.** Après la volte-face d'Obama sur « la ligne rouge » en Syrie qui avait enhardi Poutine à annexer la Crimée, en mars 2014, le fiasco afghan est un nouveau

clou dans le cercueil de la crédibilité américaine [30]. Poutine multiplie les provocations (le chantage aux migrants en Bélarus, en novembre 2021, et la pulvérisation de son satellite dans l'espace ce même mois) tout en maintenant la pression aux frontières de l'Ukraine. Le 30 novembre 2021, il recourt à la menace nucléaire et déclare que la Russie est prête à déployer un nouveau missile hypersonique naval, qui pourrait atteindre les décideurs [occidentaux] en 5mn. [31] **Face au chantage russe, Joe Biden commet plusieurs erreurs.** La première intervient la veille de sa visio-conférence avec Poutine, du 7 décembre 2021 : il se dit prêt à « discuter des conditions de sécurité russes ». Or, pour Vladimir Poutine, la sécurité n'est autre que le droit de la Russie à posséder une zone d'influence au détriment de [la souveraineté des pays voisins](#). Ensuite, Joe Biden accepte des pourparlers stratégiques au plus niveau entre la Russie - si celle-ci suspend ses menaces d'envahir l'Ukraine- et au moins quatre [pays de l'OTAN](#), excluant de fait des pourparlers les pays d'Europe orientale. Enfin, il commet la maladresse de préciser qu'il n'enverra pas de troupes pour défendre l'Ukraine, laissant ainsi le champ libre à la Russie.

Ces démissions successives persuadent le Kremlin que la capitulation occidentale est proche : il met les Européens « au pied du mur » par son ultimatum du 17 décembre 2021 qui enjoint l'OTAN à se retirer de ses positions en Europe de l'Est et menace les pays de l'OTAN d'une alternative militaire en cas de refus [32]. Pourtant, lors des négociations à Genève pour les Etats-Unis et à Bruxelles pour l'OTAN, les Etats-Unis et leurs alliés européens affichent leur unité et rejettent les conditions de l'ultimatum russe. [Après le 24 février 2022](#), le Président américain annonce une première salve de sanctions économiques visant les banques, les élites et les exportations russes en concertation avec l'Union européenne. Toutefois, pendant les trois premiers mois de la guerre, l'administration Biden se montre extrêmement prudente : tout en apportant à l'Ukraine une assistance tant humanitaire qu'en matériel militaire, elle exclue de fournir à la Russie des armes offensives susceptibles d'entraîner les Etats-Unis dans une guerre nucléaire.

**Un premier tournant se produit, fin avril 2022**, après le repli de l'armée russe, au nord de Kiev, et la découverte du charnier de Boutcha. Le secrétaire à la défense, Lloyd Austin, et le secrétaire d'État, Antony Blinken, en visite à Kiev, les 24 et 25 avril 2022, annoncent une nouvelle livraison d'armes aux forces ukrainiennes comportant cette-fois de l'artillerie lourde : des chars et des obusiers. Quelques jours plus tard, le Président Biden confirme une nouvelle aide massive de 33 milliards de dollars, dont les 2/3 destinés à l'armement et réactive, le 9 mai 2022, le *lend lease act* de 1941. Parallèlement, Joe Biden durcit le ton et, pour la première fois, le 12 avril 2022, face aux révélations concernant les crimes de guerre perpétrés par l'armée russe contre les civils ukrainiens, brise un tabou en accusant les dirigeants russes de « génocide », une accusation réitérée dix jours plus tard. Le point d'orgue de cette évolution intervient fin mai 2022. Alors que les troupes ukrainiennes sont contraintes de reculer dans le Donbass face à la puissance de feu de l'armée russe, Joe Biden annonce, le 31 mai 2022 dans sa tribune du *New York Times* la fourniture à l'Ukraine de « systèmes de missiles plus avancés », précisant « qu'il n'encourage pas » et ne donne pas à l'Ukraine le moyen de frapper le territoire russe [33]. Mais Joe Biden sait que si ces armes peuvent rééquilibrer le rapport de forces sur le terrain, elles peuvent fournir à la Russie prétexte à l'escalade. **Comment expliquer ce virage stratégique et la surenchère verbale qui l'accompagne ?**

|

En présentant la guerre en Ukraine comme « une transposition internationale et paroxystique de la lutte entre populistes et libéraux », le Président Biden peut relier son combat interne contre le trumpisme et la défense de l'ordre mondial fondé sur le droit et la démocratie qui se joue en Ukraine.

Ce tournant correspond d'abord à une réévaluation de la situation militaire. Après trois mois de guerre, il devient clair que [l'armée russe](#), malgré sa supériorité matérielle écrasante, n'obtient pas la victoire rapide qu'elle attendait. Les analystes commencent à croire qu'une victoire ou demi-victoire est possible et que les armements américains les plus sophistiqués peuvent inverser le cours du conflit. Il est utile de faire ici un parallèle avec le rôle des Etats-Unis dans la défaite finale infligée à l'URSS lors de la première guerre d'Afghanistan (1979-1989). Au début du conflit, l'administration Carter avait d'abord apporté aux Moudjahidines une aide discrète, transitant par le Pakistan, afin de ne pas affronter l'ours soviétique. L'administration Reagan avait ensuite maintenu l'aide au même niveau jusqu'à ce que les analystes de la CIA envisagent la possibilité d'un refoulement de l'URSS : l'aide militaire américaine avait alors explosé et les missiles Stinger infligèrent aux Soviétiques des dommages intolérables les contraignant à la retraite [34]. Ainsi, **la résilience des Ukrainiens galvanise les interventionnistes libéraux qui ont le vent en poupe au sein de l'administration présidentielle**. Les événements récents les confortent dans l'idée que la Russie ne menace pas seulement l'existence de l'Ukraine mais celle de la démocratie libérale. La Russie l'a d'ailleurs prouvé lors de l'élection présidentielle américaine de 2016 et en favorisant l'élection d'un président populiste dont une enquête parlementaire établit qu'après avoir refusé de reconnaître sa défaite en 2020, il a lancé ses partisans à l'assaut du Capitole. **En présentant la guerre en Ukraine comme « une transposition internationale et paroxystique de la lutte entre populistes et libéraux », le Président Biden peut relier son combat interne contre le trumpisme et la défense de l'ordre mondial fondé sur le droit et la démocratie qui se joue en Ukraine [35].**

La guerre en Ukraine offre un tableau terrifiant de ce que serait demain un monde soumis à la loi du plus fort. Les multiples violations par la Russie du droit international et les exactions commises par son armée légitiment l'engagement des Etats-Unis aux côtés des Ukrainiens qui fait consensus au Congrès comme dans l'opinion américaine [36]. En qualifiant Vladimir Poutine de « boucher » ou de « criminel de guerre », Joe Biden renvoie à la conduite du régime déjà attestée en Tchétchénie, en Géorgie ou en Syrie. Mais il met aussi en lumière la nature du régime et « son lien, pour ainsi dire organique, avec le crime » [37]. L'invocation du génocide lui permet d'inscrire le conflit en Ukraine dans la lignée des « guerres justes » commandées par le devoir moral qui s'impose pour les Etats-Unis plus que pour tout autre pays. Ainsi faut-il comprendre la dernière phrase de son discours, en marge de sa visite à Varsovie, fin mars 2022 : « Pour l'amour de Dieu, cet homme ne peut pas rester au pouvoir », non comme un appel au changement de régime mais comme une exhortation, presque une « révélation » : **il ne pourra y avoir de stabilité et de paix durable en Europe et dans le monde tant que le régime de Poutine subsistera et répandra dans les démocraties son « influence maligne »**. Comme Poutine ne renoncera pas à ses desseins, seule sa défaite militaire en Ukraine peut conduire à sa perte tandis que sa victoire aiguiserait son appétit territorial en Europe et stimulerait les dictateurs et populistes qui attendent ce signal pour se lancer à l'assaut des démocraties.

Dans cette perspective, si [la guerre en Ukraine relève de la lutte entre le principe démocratique et le principe autocratique](#), alors l'investissement des Etats-Unis dans le conflit ukrainien vaut aussi comme une mise en garde pour [la Chine](#) : rien - pas même la menace des armes nucléaires - ne détournera les Etats-Unis de leur engagement envers Taïwan qui, depuis la mise au pas de Hong Kong apparaît comme le dernier bastion de la démocratie chinoise. L'idée qu'au nom du principe de réalisme, il faille ménager Poutine et ne pas humilier la Russie afin ne pas la jeter dans le bras de la Chine a vécu : **les experts sont désormais convaincus que Poutine n'a pas agi sans l'aval de Pékin**. La signature, le 4 février 2020, d'un pacte eurasiatique n'est rien d'autre qu'une alliance sino-russe « sans limite » contre un Occident perçu comme divisé et déclinant [38]. On comprend pourquoi **l'indépendance de la nation ukrainienne relève des « intérêts nationaux » des Etats-Unis car Joe Biden est convaincu que l'issue de la lutte en Ukraine déterminera le sort de l'ordre mondial et l'avenir du modèle libéral occidental**. Depuis la crise financière de 2008, la démocratie américaine traverse une crise existentielle qui l'a conduite à remettre en cause son modèle économique, social et politique dont témoignent les mouvements « *Tea Party* », en 2009, « *Occupy Wall Street* » en 2011 et la vague populiste qui a porté Donald Trump au pouvoir en 2017, exacerbant les tensions raciales. [Après 20 ans de guerre lasse au Moyen-Orient](#) qui se termine par une humiliante retraite d'Afghanistan, l'Amérique est « fatiguée du monde ». La guerre en Ukraine est un nouveau défi qui met à rude épreuve une économie fragilisée par la crise du Covid-19. Mais [Joe Biden, catholique pratiquant](#), s'est donné, au début de son mandat, la mission de réconcilier l'Amérique et, citant le jésuite allemand Alfred Delp, de la « réveiller » [39]. Il a fait le pari que cette guerre qu'il n'a pas voulue, à laquelle il voulait à tout prix échapper et qui s'est imposée au monde occidental exhortera enfin l'Amérique, « secouée en profondeur », à surmonter ses divisions partisans, à retrouver confiance en elle et à bâtir un nouveau contrat démocratique autour de ses valeurs.

*Copyright Juillet 2022- Saint-Gilles/Diploweb.com*

*Mise en ligne initiale le 24 juillet 2022.*

---

## **P.-S.**

Professeur agrégé d'histoire, Laurence Saint-Gilles enseigne depuis 2003 à la faculté des Lettres de Sorbonne Université « La géopolitique du monde contemporain » et dans le cadre du master « Dynamique des systèmes internationaux ». Laurence Saint-Gilles, a publié « Les États-Unis et la nouvelle Guerre froide », Sorbonne Université Presse.

---

## **Notes**

[1] Joe Biden cité par David Siders, « Biden finally has his big moment », *Politico*, 21/08/2020.

[2] Karine Prémont, « Un modèle Biden ? L'influence du vice-président au sein de l'administration Obama », *Politique américaine*, janvier 2018, n°30.

[3] Michael McFaul, « Confronting Putin's Russia », *New York Times*, 23 mars 2014.

[4] John Hudson, « Amid internal disputes over over Russia policy, Biden has chosen a mix of confrontation and cooperation », *The Washington Post*, 15 juin 2021.

[5] Marlène Laruelle, « Réticences et limites de la politique russe de l'administration Biden », *Hérodote*, janvier 2022.

[6] Joe Biden, « What America will and will not do in Ukraine », *New York Times*, 31 mai 2022

[7] Michael McFaul, « Biden has no illusions about Putin- he knows him to well », *The Insider*, 18 décembre 2020.

[8] Joe Biden, « What America will and will not do in Ukraine », *Ibid.*

[9] Laure Mandeville, « Biden et Poutine entament un dialogue musclé à Genève », *Le Figaro*, 16 juin 2021

[10] Gilles Paris et Piotr Smolar, « La Russie, un dossier familier pour le Président des Etats-Unis », *Le Monde*, 16 juin 2021

[11] Gilles Paris et Piotr Smolar, *Ibid.*

[12] Michael E. O'Hanlon, « U.S.-Russians relations beyond Obama », *Brookings Institution*, 20 avril 2016, en ligne.

[13] « Joe Biden en Géorgie pour marquer le soutien des Etats-Unis », *Le Monde*, 23 juillet 2009.

[14] Evan Osnos, « The Biden Agenda », *The New Yorker*, 20 juillet 2014.

[15] Evan Osnos, *Ibid.*

[16] Joseph R. Biden, Jr., Michael Carpenter, « How to Stand Up to the Kremlin », *Foreign Affairs*, janvier-février 2018.

[17] Benoit Vitkine et Gilles Paris, « Coup de froid entre la Russie et les Etats-Unis après que Joe Biden a accusé Vladimir Poutine d'être un tueur », *Le Monde*, 18 mars 2021.

[18] Laure Mandeville « Biden et Poutine entament un dialogue musclé à Genève », *Le Figaro*, 16 juin 2021.

[19] Michael Kimmage, « When Biden meets Putin », *Foreign Affairs*, 9 juin 2021.

[20] Marie Mendras, « Poutine-Biden, un sommet à double tranchant », *Le Monde*, 24 juin 2021.

[21] Laure Mandeville, *Ibid.*

[22] Katrina vandel Heuvel, « The successful campaign to block Matthew Rojnasky's appointment is ominous for Biden's Russia Policy », *The Washington Post*, 27 avril 2021.

[23] John Hudson, *Ibid.*

[24] John Herbst and Steven Pifer, « The Obama doctrine and Ukraine », *The National Interest*, 16 mars 2016, *en ligne*.

[25] Discours de Barack Obama à l'Académie militaire de West Point, 24 mai 2014, *en ligne*.

[26] Michael D. Shear, David E. Sanger, Helene Cooper, Eric Schmitt, Julian E. Barnes, Lara Jakes, « Retrait américain d'Afghanistan, les coulisses d'un fiasco », *The New York Times*, article traduit en français, 23 août 2021, *en ligne*.

[27] David E. Sanger, « Biden's Foreign Policy Priorities », *The New York Times*, 23 août 2021.

[28] Hal Brands, « The Emerging Doctrine Biden, Democracy, Autocracy and the Defining Clash of Our Time », *Foreign Affairs*, 29 juin 2021, *en ligne*.

[29] « L'Union européenne n'a pas été informée du pacte du pacte AUKUS entre Washington, Camberra et Londres », *Le Figaro/AFP*, 16 septembre 2021.

[30] Michael Gerson, « The horrific results of Obama's failure in Syria », *The Washinton Post*, 3 septembre 2015.

[31] Françoise Thom, « Les occidentaux au pied du mur : comment faire face à un maître chanteur », *Desk Russie*, 14 décembre 2021, *en ligne*.

[32] Françoise Thom, « Que signifie l'ultimatum russe aux Occidentaux ? », *Desk Russie*, 17 décembre 2021, *en ligne*.

[33] Joe Biden, « What America will and will not do in Ukraine », *Ibid.*

[34] Pierre Mélandri, « Les Etats-Unis et la première guerre d'Afghanistan (1979-1989) : un Vietnam soviétique ? », *Les Etats-Unis et la fin de la guerre froide*, L'Harmattan, 2005.

[35] Laurence Nardon, « Pourquoi les Etats-Unis prennent le risque de renforcer leur aide militaire en Ukraine », *Le Monde*, 5 mai 2022.

[36] En mai 2022, 45% des personnes adultes interrogées approuvent les mesures de l'administration Biden en réponse à l'invasion russe de l'Ukraine, « American's Concerns About War in Ukraine », report, Pew Research Center, 10 mai 2022, *en ligne*.

[37] Nicolas Tenzer, « Joe Biden et le boucher : la vérité à l'épreuve de l'action », *Desk Russie*, 1er avril 2022, *en ligne*.

[38] Alain Bouc, « Le pacte russo-chinois des jeux olympiques et le massacre en Ukraine », *Desk Russie*, 29 avril 2022, *en ligne*.

[39] Joe Biden, extraits du discours du 22 décembre 2020 citant le jésuite allemand Alfred Delp, résistant à Hitler, in Massimo Faggioli, *Joe Biden, Un catholique face à l'Amérique*, Bayard, 2021.